

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-078**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **PREMIÈRE AFFECTATION PAM POUR 2022 ET DONNÉES TRANSPORT**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des transports et notamment ses articles L.1241-10 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 à D. 1241-76 ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain qui crée une collectivité à statut particulier dénommée « Ville de Paris », en lieu et place de la commune de Paris et du département de Paris ;

**VU** la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

**VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France et notamment son article 1er ;

**VU** le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la région Île-de-France au financement du réseau PAM Île-de-France Service de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

**VU** la délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans la Ville de Paris et le département du Val d'Oise ;

**VU** la délibération n° CP 2017-123 du 08 mars 2017 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne ;

**VU** la délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018, relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les départements des Yvelines et des Hauts de Seine ;

**VU** la délibération n° CP 2019-067 du 19 mars 2019 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : première affectation pour 2019 et renouvellement de convention PAM 93 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-138 du 22 mai 2019 relative à la convention de partage de données pour le suivi de l'expérimentation du lissage des heures de pointe sur le territoire de La Défense ;

**VU** la délibération n° CP 2019-428 du 17 octobre 2019 relative au recueil de données, à la modélisation et à l'expérimentation sur le lissage des heures de pointe ;

**VU** la délibération n° CP 2020-227 du 27 mai 2020 relative à la convention PAM 77 pour 2020-2025 – cotisations aux organismes de transport – reversements dans le cadre de l'eurovélo route 3 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-384 du 18 novembre 2020 relative aux avenants n°1 des conventions de financement PAM 78 et PAM 92 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-001 du 21 janvier 2021 relative aux avenants n°1 des conventions de financement PAM 77 et 94 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'IMAGINE R ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-326 du 22 septembre 2021 relative aux conventions de financement de collecte et de stockage de données de mobilité ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour l'année 2022 ;

**VU** l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-078 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite », au financement des projets détaillés en annexe 1 (« fiches projets ») à la présente délibération, par l'attribution de subventions pour les sept départements et la Ville de Paris concernés d'un montant maximum prévisionnel de **7 400 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **7 400 000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » code fonctionnel 818 « Autres Transports en Commun », programme HP 818-018 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » - action 18101801 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » du budget 2022.

**Article 2 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions fixées à l'article 1, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 du règlement budgétaire et financier susvisé et prorogée par délibération n°

CR 2021-55 du 21 juillet 2021.

**Article 3 :**

Approuve l'avenant à la convention de financement du PAM 93 avec Île-de-France Mobilités et le département de Seine-Saint-Denis, joint en annexe 2, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 4 :**

Approuve les avenants aux conventions de financement et de suivi des capteurs de flux du pôle de La Défense, joints en annexes 3 et 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

**Article 5 :**

Approuve la convention type de gouvernance et d'utilisation du Smartservice entre l'Etat et les producteurs et / ou réutilisateurs de données routières jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1140580-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 : fiches projet**

**DOSSIER N° 22002094 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LA VILLE DE PARIS**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	6 600 000,00 € TTC	33,33 %	2 200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		2 200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : VILLE DE PARIS

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE  
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LA VILLE DE PARIS

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile, en anticipation d'un besoin complémentaire pour solder 2021

**Description :**

Le service PAM 75 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 entre la Ville de Paris, Île-de-France Mobilités et la Région. Ce dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas avoir recours aux transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par la Ville de Paris, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions

liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- VILLE DE PARIS (EPT1)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE- FRANCE POUR LA VILLE DE PARIS	6 600 000,00	100,00%
Total	6 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	2 200 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	2 200 000,00	33,33%
VILLE DE PARIS	2 200 000,00	33,33%
Total	6 600 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002099 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 000 000,00 € TTC	33,33 %	1 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Adresse administrative : RUE DES SAINTS PERES  
77010 MELUN

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 77 est régi par la Convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2020-227 du 27 mai 2020 entre le département de Seine-et-Marne, Île-de-France Mobilités et la Région. Ce dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas avoir recours aux transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions



liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- SEINE ET MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE- FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE SEINE- ET-MARNE	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	1 000 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	1 000 000,00	33,33%
CD 77	1 000 000,00	33,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002102 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
POUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 € TTC	33,33 %	700 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		700 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES  
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT  
78000 VERSAILLES  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 78 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PARTICIPATION DE LA REGION AU FINANCEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES	2 100 000,00	100,00%
Total	2 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	700 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	700 000,00	33,33%
CD 78	700 000,00	33,33%
Total	2 100 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002100 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 € TTC	33,33 %	600 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		600 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE  
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE  
91012 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 91 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-123 du 8 mars 2017 entre le département de l'Essonne, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et

détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	600 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	600 000,00	33,33%
CD 91	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002103 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
POUR LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 € TTC	33,33 %	500 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		500 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Adresse administrative : 57 RUE DES LONGUES RAIES  
92000 NANTERRE CEDEX

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Georges SIFFREDI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 92 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant les départements des Hauts-de-Seine, des Yvelines, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions

liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- HAUTS DE SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	500 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	500 000,00	33,33%
CD 92	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002104 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
POUR LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 € TTC	33,33 %	600 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		600 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : ESPLANADE JEAN MOULIN  
93000 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 93 est régi par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération CP 2019-067 du 19 mars 2019 entre le département de la Seine-Saint-Denis, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions



liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LE DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	600 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	600 000,00	33,33%
CD 93	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002105 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
POUR LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 400 000,00 € TTC	33,33 %	800 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		800 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE  
Adresse administrative : 2 ANCIENNE AVENUE DE FONTAINEBLEAU  
94150 RUNGIS  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur Olivier CAPITANIO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 94 est régi par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2017-123 du 8 mars 2017 entre le Département du Val-de-Marne, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année et peuvent aussi permettre un ajustement sur les besoins d'années antérieures, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et

détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE POUR LES DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE	2 400 000,00	100,00%
Total	2 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	800 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	800 000,00	33,33%
CD 94	800 000,00	33,33%
Total	2 400 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002107 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM  
POUR LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

**Dispositif** : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

**Délibération Cadre** : CR78-10 du 18/11/2010

**Imputation budgétaire** : 938-818-65733-181018-200

Action : 18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 000 000,00 € TTC	33,33 %	1 000 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 000 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE  
Adresse administrative : 2 AV DU PARC QRT NOUVELLE PREFECTURE  
95000 CERGY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

**Description :**

Le service PAM 95 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération CP n° 2021-240 du 19 novembre 2021 entre le Département du Val d'Oise, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année et peuvent aussi permettre un ajustement sur les besoins d'années antérieures, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et

détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

**Localisation géographique :**

- VAL D'OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM POUR LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE	3 000 000,00	100,00%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION (sollicitée)	1 000 000,00	33,33%
ILE-DE-FRANCE MOBILITES (sollicitée)	1 000 000,00	33,33%
CD 95	1 000 000,00	33,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

## **Annexe 2 : avenant à la convention de financement PAM 93**

---

## **Avenant N°1**

### **A la Convention de financement entre Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis pour la mise en place d'un service PAM**

Entre,

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé 39 bis – 41 rue de Châteaudun à Paris (9ème), (n° SIRET 287 500 078 00012), représenté par son directeur général, Monsieur Laurent PROBST, en vertu de la délibération n° 20211209-333 du 8 juillet 2019 ci-après désigné "Île-de-France Mobilités",

La REGION ÎLE-DE-FRANCE, (N° SIRET 237500079 00312), représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, habilitée par délibération n° \_\_\_\_\_ de la commission permanente du Conseil régional en date du 23 mars 2022 ci-après désigné « la région Île-de-France »,

D'une première part

Le DEPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS, ayant son siège Hôtel du Département, Hôtel du Département, Esplanade Jean-Moulin, 93000 BOBIGNY (229 501 275 00015), représenté par Monsieur Stéphane TROUSSEL, Présidente du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_, ci-après désigné le « Département »

D'une seconde part

#### **PREAMBULE :**

Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis ont contractualisé pour la mise en place et le financement d'un dispositif de transport spécialisé pour personnes en situation de handicap, service PAM 93 en relation avec le système d'information régional.

Un confinement généralisé de la population à partir du 17 mars, puis l'état d'urgence sanitaire déclaré dans le cadre de la pandémie de COVID-19 a modifié profondément l'équilibre financier des marchés passés entre le Département et les transporteurs dans le cadre de sa délégation de compétence du fait des interruptions ou des modifications de service. La région Île-de-France, Île-de-France Mobilités et le Département de la Seine-Saint-

---

Denis se sont fortement mobilisés pour assurer, avec l'opérateur de transports, la continuité du service public durant cette période.

Aussi cet avenant acte d'une part, la modification de l'article 4 de la Convention initiale qui permet d'intégrer un cadre commun régional et un mécanisme de financement compensateur lors de la survenance d'un événement de force majeure ou d'un événement présentant des caractéristiques d'imprévision et d'autre part la modification de l'article 4 pour l'année 2020 pour tenir compte des conséquences de la crise sanitaire.

Le mécanisme classique de financement prévoit que la rémunération des transporteurs est versée en fonction de l'activité effectivement réalisée, cette modification permettra de verser aux Départements qui feront le choix d'indemniser leur(s) opérateur(s), une subvention compensatrice couvrant une partie des frais fixes générés par l'activité non réalisée.

## **ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet d'une part d'acter la modification de l'article 4 de la Convention initiale en intégrant un sous-article 4.3 portant sur le mécanisme de financement de substitution en cas de survenance d'un événement de force majeur ou d'un événement présentant les caractéristiques de l'imprévision, d'autre part, de prendre en considération les conséquences induites par la crise sanitaire.

***Par conséquent, le présent avenant modifie l'article 4 de la Convention initiale en rajoutant un article 4.3.***

## **ARTICLE 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « MODALITES DE FINANCEMENT DU SERVICE PAM » POUR L'ANNEE 2020**

*Après l'article 4.2 de la Convention initiale, il est inséré un article 4.3 ainsi rédigé :*

«

*4.3) Modalités de financement du service PAM pour les années 2020 et suivantes*

*4.3.a) Pour l'année 2020 :*

*Du fait de la survenance d'un événement de force majeure ou présentant les caractéristiques de l'imprévision ayant entraîné une diminution ou une suspension partielle du service en 2020, un mécanisme de financement complétant celui mentionné au 4.1 est mis en œuvre non seulement pour cette période mais aussi celle, ultérieure, pendant laquelle les conséquences de la crise sanitaire occasionneraient une baisse d'activité dans les conditions précisées dans le protocole ci-joint.*

*Ce mécanisme a pour effet de répartir entre les parties à la convention les coûts indemnitaires supportés par le Département après la survenance de l'évènement mentionné ci-dessus.*

*La subvention est versée dans le respect de la clé de répartition fixée au 4.2 de la présente convention.*

*Elle couvre exclusivement les coûts indemnitaires effectivement supportés par le Département du fait de l'évènement et elle ne peut dépasser un plafond de 50% du montant de la*

---



*subvention versée l'année précédant l'évènement en application des stipulations des articles 4.1 et 4.2 de la présente convention.*

*Cette subvention versée à titre exceptionnel fera l'objet d'un appel de fond spécifique.*

*En application d'un protocole d'accord transactionnel conclu avec son opérateur de transport, le Département de la Seine-Saint-Denis verse à ce dernier une indemnité correspondant aux coûts fixes incompressibles du service pour la période du confinement et d'état d'urgence sanitaire comprise entre le 17 mars 2020 et 31 décembre 2020. Cette indemnité ne dépasse pas 50 % de la subvention versée en 2019.*

*En application du présent article, et pour garantir la continuité du service PAM, Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France acceptent de supporter ce coût indemnitaire supporté par le Département de la Seine-Saint-Denis au regard de la clé de répartition fixée au 4.2 de la présente convention.*

*Île-de-France Mobilités et la région Île-de-France acceptent donc de verser chacun une subvention d'un montant de 45 365 euros au Département de la Seine-Saint-Denis.*

*4.3.b) Pour les années 2021 et suivantes :*

*En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'un événement présentant les caractéristiques de l'imprévision pouvant entraîner une diminution ou une suspension partielle du service, un mécanisme de financement complétant celui mentionné au 4.1 peut être mis en œuvre pour la période de survenance de l'évènement.*

*Ce mécanisme a pour effet de répartir entre les parties à la convention les coûts indemnitaires supportés par le Département après la survenance de l'évènement mentionné ci-dessus.*

*La subvention est versée dans le respect de la clé de répartition fixée au 4.2 de la présente convention.*

*Elle couvre exclusivement les coûts indemnitaires effectivement supportés par le Département du fait de l'évènement et elle ne peut dépasser un plafond de 50% du montant de la subvention versée l'année précédant l'évènement en application des stipulations des articles 4.1 et 4.2 de la présente convention.*

*Cette subvention versée à titre exceptionnel fera l'objet d'un appel de fond spécifique.*

*Le déclenchement de ce mécanisme, et le montant de la subvention versée font l'objet d'un accord express entre les parties à la présente convention.*

»

### **ARTICLE 3. DISPOSITIONS DIVERSES**

Toutes les clauses de la Convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ces derniers, demeurent inchangées et applicables de plein droit.

### **ARTICLE 4. ENTREE EN VIGUEUR**

---

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à

Le

En 3 exemplaires originaux,

Pour la région Île-de-France

Pour le Département  
de la Seine-Saint-Denis,

Pour Île-de-France  
Mobilités,

La Présidente  
Valérie PECRESSE

Le président du  
Conseil Départemental  
Stéphane TROUSSEL

Le directeur général  
Laurent PROBST

---

**Annexe 3 : avenant à la convention de financement  
"réalisation de comptage des flux du pôle de La  
Défense"**

Avenant n°2 à la Convention de financement  
notifiée le 28 novembre 2019

**Réalisation de comptages des flux du  
pôle de La Défense**

## **TABLE DES MATIERES**

<b><u>CONTEXTE GENERAL DE L'AVENANT .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.3 « CALENDRIER DE REALISATION DU PROJET » .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR ET DATE DE VALIDITE DE L'AVENANT .....</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES.....</u></b>	<b><u>5</u></b>

## Entre

**La région Ile-de-France**, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, dûment habilitée à l'effet de la présente par délibération numéro n° CP 2022-078 du 23 mars 2022

Ci-après dénommée « La Région »

ET

**Paris La Défense**, établissement public, dont le siège social est situé 110 Esplanade du Général-de-Gaulle – Cœur Défense – Tour B - à Paris La Défense Cedex (92931), représenté par Pierre-Yves Guice, nommé Directeur général par délibération du Conseil d'administration de Paris La Défense n°2020/23 du 29 septembre 2020, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en application de l'article R. 328-9 du code de l'urbanisme

Ci-après dénommé « Paris La Défense »

ET

**Ile-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 41 rue de Châteaudun – 75009 PARIS, représenté par Laurent PROBST, Directeur Général, dûment habilité aux fins de la présente par la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2016/302, modifiée portant délégation d'attribution du Conseil au directeur général

Ci-après dénommé « Île-de-France Mobilités »

D'autre part,

ET

La **RATP**, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 54 quai de la Rapée – 75012 PARIS, représentée par Frédéric Dupouy, dûment habilitée aux fins de la Présente,

Ci-après dénommée « RATP »

D'autre part,

ET

L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

Ci-après dénommée « L'Etat »

D'autre part,

Les parties susvisées sont ci-après collectivement désignées « Signataires ».

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Contexte général de l'avenant**

La Région Ile-de-France, Paris La Défense, l'Etat et Ile-de-France Mobilités, ont conclu une convention de financement avec la RATP, notifiée le 28 novembre 2019 par laquelle cette dernière procède à une expérimentation de comptage des flux voyageurs entrants et sortants au sein du pôle de La Défense (ci-après dénommée « la Convention Initiale »).

Un premier avenant a été conclu par les partenaires pour prolonger l'expérimentation jusqu'au 31/12/2021 (DÉLIBÉRATION N°CP 2021-326, du 22 septembre 2021).

Lors du Comité Technique du 16/12/2021, les Signataires se sont accordés pour poursuivre l'expérimentation jusqu'au 31/12/2022.

L'objet du présent avenant est d'acter la prorogation du délai de réalisation de l'expérimentation d'un an, à partir du 01/01/2022, tout en restant strictement dans le volume de l'enveloppe globale initiale définie à l'article 4.1, estimée à 349.000 euros hors taxes..

Seuls les articles modifiés de la Convention Initiale sont repris dans le présent avenant, soit l'article suivant :

- Article 2.3 (Calendrier de réalisation)

Les stipulations de la Convention Initiale et de son Avenant n°1 qui ne sont pas modifiées par le présent Avenant, restent en vigueur.

## **Article 1 - Objet de l'avenant n°2 à la convention**

Le présent avenant a pour objet d'acter :

- la prorogation du délai de réalisation de l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2022 ;

## **Article 2 – Modification de l'article 2.3 « Calendrier de réalisation du projet »**

L'article 2.3 de la Convention Initiale est remplacé comme suit :

*« 2.3 – Calendrier de réalisation :*

*Le délai de réalisation est fixé à **48 mois** à partir du 1er janvier 2019.*

*Le délai de réalisation est prorogeable par le biais d'un avenant à la présente convention.*

*A titre indicatif, les comptages sont envisagés à partir du 26 mars 2019, jusqu'au 31/12/2022 ».*

### **Article 3 – Entrée en vigueur et date de validité de l'avenant**

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des parties.

Le présent avenant tient compte des dépenses réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, conformément aux stipulations de la convention initiale.

### **Article 4 – Dispositions diverses**

Toutes les clauses de la convention de financement initiale et de son avenant n°1 non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°2 demeurent inchangées et applicables de plein droit.



*Fait à*

*Notifié le*

<b>La Présidente du Conseil Régional Ile-de-France</b>  <b>Valérie Pécresse</b>	<b>Le Directeur Général d'Ile-de-France – Mobilités</b>  <b>Laurent Probst</b>
<b>Le Directeur du département Etudes générales, Développement et Territoires de la RATP</b>  <b>Frédéric Dupouy</b>	<b>Pour l'Etat, le Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris</b>  <b>Marc Guillaume</b>
<b>Le Directeur Général de Paris – la Défense</b>  <b>Pierre-Yves Guice</b>	

## **Annexe 4 : avenant à la convention de suivi et de partage de données**

Avenant n°1 à la Convention de suivi et de  
partage de données  
notifiée le 28 novembre 2019

**Suivi de l'expérimentation du lissage  
des heures de pointe sur le territoire de  
La Défense**

## **TABLE DES MATIERES**

<b><u>CONTEXTE GENERAL DE L'AVENANT .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION.....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.1 « COMITE TECHNIQUE DU SUIVI DE L'EXPERIMENTATION » .....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4.1.1. « CONTENU DES LIVRABLES » ....</u></b>	<b><u>4</u></b>
<b><u>ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR ET DATE DE VALIDITE DE L'AVENANT .....</u></b>	<b><u>5</u></b>
<b><u>ARTICLE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES.....</u></b>	<b><u>5</u></b>

## Entre

**La région Île-de-France**, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par Valérie PECRESSE, Présidente de la région Île-de-France, dûment habilitée à l'effet de la présente par délibération numéro n° CP 2022-078 du 23 mars 2022

Ci-après dénommée « La Région »

ET

**Paris La Défense**, établissement public, dont le siège social est situé 110 Esplanade du Général-de-Gaulle – Cœur Défense – Tour B - à Paris La Défense Cedex (92931), représenté par Pierre-Yves Guice, nommé Directeur général par délibération du Conseil d'administration de Paris La Défense n°2020/23 du 29 septembre 2020, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en application de l'article R. 328-9 du code de l'urbanisme

Ci-après dénommé « Paris La Défense »

ET

**Île-de-France Mobilités**, dont le siège est situé 41 rue de Châteaudun – 75009 PARIS, représenté par Laurent PROBST, Directeur Général, dûment habilité aux fins de la présente par la délibération du Conseil du Syndicat des transports d'Île-de-France n°2016/302, modifiée portant délégation d'attribution du Conseil au directeur général

Ci-après dénommé « Île-de-France Mobilités »

D'autre part,

ET

La **RATP**, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 54 quai de la Rapée – 75012 PARIS, représenté par Frédéric Dupouy, dûment habilité aux fins de la Présente,

Ci-après dénommée « RATP »

D'autre part,

ET

**SNCF Mobilités**, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92 300), 9 rue Jean-Philippe Rameau, représenté par Alain Krakovitch, Directeur Général SNCF Mobilités, dûment habilité,

Ci-après dénommée « SNCF Mobilités ».

D'autre part,

Les parties susvisées sont ci-après collectivement désignées « Signataires ».

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Contexte général de l'avenant**

La région Île-de-France, Paris La Défense, SNCF Mobilités, Île-de-France Mobilités, et la RATP ont conclu une convention de suivi permettant d'évaluer l'expérimentation du lissage des heures de pointe en comptabilisant les flux de voyageurs entrants et sortants au sein du pôle de La Défense (ci-après dénommée « la Convention Initiale »), notifiée le 28 novembre 2019.

Lors du Comité Technique du 16/12/2021, les Signataires se sont accordés pour poursuivre ce suivi jusqu'au 31/12/2022.

L'objet du présent avenant est d'acter la prorogation du délai du suivi de l'expérimentation d'un an et d'ajouter des modalités de suivi.

Seuls les articles modifiés au sein de la Convention Initiale sont repris dans le présent avenant, soit les articles suivants :

- Article 2.1 (Comité technique du suivi de l'Expérimentation)
- Article 4.1.1. (Contenu des livrables)

Les stipulations de la Convention Initiale, qui ne sont pas modifiées par le présent Avenant, restent en vigueur.

## **Article 1 - Objet de l'avenant à la convention**

Le présent avenant a pour objet d'acter :

- la prorogation du délai de suivi de l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- l'association de l'Etat financeur de l'expérimentation au comité technique et à la démarche de suivi, tel que défini à l'article 2.1.
- la production de livrables complémentaires tels que défini à l'article 4.1.1.

## **Article 2 – Modification de l'article 2.1 « Comité technique du suivi de l'Expérimentation »**

L'article 2.1 de la Convention Initiale est complété comme suit :

*Il est convenu que l'Etat -financeur de l'expérimentation - soit associé au comité technique et soit destinataire des livrables produits.*

## **Article 3 – Modification de l'article 4.1.1. « Contenu des livrables »**

L'article 4.1.1. de la Convention Initiale est complété comme suit s'agissant du volet RATP :

*Il est convenu de décliner les indicateurs produits actuellement mensuellement à partir des données Winflow, à la maille quotidienne\* (flux de la pointe, position de la pointe et poids de la pointe).*

*Afin de suivre la stratégie de mobilité des usagers, il est convenu de créer un indicateur mensuel additionnel permettant de suivre la variabilité de la fréquentation d'un jour à l'autre au cours de la semaine (dispersion à l'échelle des jours). Cet indicateur est à définir collectivement par les partenaires en comité technique.*

\* Point d'attention : les données envoyées quotidiennement ne seront pas contextualisées. Toute interprétation devra être menée avec précaution (prise en compte des incidents liés à la remontée des données des capteurs, des jours exceptionnels en termes de perturbation de l'offre de transport et de structure de fréquentation des espaces, etc.)

## **Article 4 – Entrée en vigueur et date de validité de l'avenant**

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des parties.

## **Article 5 – Dispositions diverses**

Toutes les clauses de la convention non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

*Fait à*

*Notifié le*

<b>La Présidente du Conseil régional Île-de-France</b>  <b>Valérie Pécresse</b>	<b>Le Directeur Général d'Île-de-France – Mobilités</b>  <b>Laurent Probst</b>
<b>Le Directeur du département Etudes générales, Développement et Territoires de la RATP</b>  <b>Frédéric Dupouy</b>	<b>Le Directeur Général SNCF Transilien</b>  <b>Alain Krakovitch</b>
<b>Le Directeur Général de Paris – la Défense</b>  <b>Pierre-Yves Guice</b>	



## **Annexe 5 : convention smartservice données routières**

**Convention partenariale relative à la gouvernance et aux modalités  
d'utilisation du Service « Données routières » hébergé sur la Plateforme  
« Île-de-France Smart Services »**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

(1) **La région Île-de-France**, dont le siège social est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CP 2022-078 du 23 mars 2022,  
ci-après désigné(s) la « **Région** »

(2) **L'Etat**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, par le biais de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, dont le siège est situé 21-23 rue Miollis 75015 Paris,  
ci-après désigné la « **DRIEAT** »

(3) Nom du Partenaire  
Compléter les champs sur le modèle (1) [compléter avec les mentions légales applicables], représenté par [Prénom NOM], [fonction], dûment habilité(e) aux fins de signature des présentes. ci-après désigné(s) le(s) "**Partenaire(s)**"

## Article 1. Définitions

**Plateforme « Île-de-France Smart Services »** : Désigne la Smart plateforme éditée par la Région dans le cadre du programme « Smart Région », et socle transverse (outils, infrastructure) à tous les services hébergés sur celle-ci. Les modalités d'utilisation de la Plateforme « Île-de-France Smart Services » sont définies dans une convention cadre de partenariat entre la Région et chaque partenaire (ci-après désignée « Convention cadre relative la Plateforme Île-de-France Smart Services »).

**Service « Données routières »** : Désigne le service de partage de données routières hébergé sur la Plateforme « Île-de-France Smart Services », ce service étant administré et financé conjointement par la DRIEAT et la Région. La gouvernance et les modalités d'utilisation de ce Service « Données routières » sont définies dans la présente convention.

**Partenaire Contributeur** : Personne effectuant tout ou partie des fonctions suivantes au sein du Service « Données routières », telles que définies dans la Convention cadre relative la Plateforme Île-de-France Smart Services : contribuer, réutiliser, manipuler les jeux de données. Tout partenaire qui met à disposition des données sur le Service « Données routières » est désigné comme Partenaire Contributeur.

**Partenaire Réutilisateur** : Personne effectuant uniquement la fonction suivante au sein du Service « Données routières », telle que définie dans la Convention Cadre de partenariat relative à la Plateforme « Île-de-France Smart Services » : Réutiliser les Jeux de données. Tout partenaire qui exploite et télécharge des données disponibles sur le Service « Données routières » est désigné comme Partenaire Réutilisateur. Par définition, tout Partenaire Contributeur est également Partenaire Réutilisateur.

## Article 2. Rôle du partenaire signataire

Au sein du Service « Données routières », le partenaire signataire est (cocher une seule case) :

- ☐ Partenaire Contributeur
- ☐ Partenaire Réutilisateur

## Article 3. Objet de la convention

La présente convention fixe la gouvernance et les modalités d'utilisation du Service « Données routières ». Elle a pour objet de :

- définir les règles de gouvernance du Service « Données routières » ;
- définir les conditions d'accès et de connexion au dit service ;
- définir les droits et obligations des Parties relativement à son utilisation.

## Article 4. Gouvernance du Service

(a) Le Service « Données routières » est administré conjointement par la Région et la DRIEAT. La Région s'engage à désigner la DRIEAT comme Administrateur du Service,

et ainsi à fournir au(x) Référent(s) de la DRIEAT les droits d'administrateur au même titre que la Région dans son rôle d'Administrateur du Service. Dans la suite de la présente convention, les Administrateurs du Service désignent conjointement la DRIEAT et la Région.

- (b) En plus de son rôle d'Administrateur du Service « Données routières », la DRIEAT est également Partenaire Contributeur au sein du Service.
- (c) La Région et la DRIEAT s'engagent à mettre en place et présider un Comité de Pilotage dont les membres sont :
- chaque Partenaire Contributeur ;
  - la Région ;
  - la DRIEAT.

Le Comité de Pilotage se réunit autant que nécessaire et au moins 1 fois par an pour assurer les objectifs suivants :

- le suivi et le respect des conditions dans lesquelles le(s) Partenaire(s) peu(ven)t contribuer, manipuler ou réutiliser des jeux de données ;
- le maintien de la mise à jour des jeux de données ;
- la validation des accès au Service.

Les décisions du Comité de Pilotage seront prises à la majorité des 2/3 (deux tiers) des voix. En tant que Financeur et Administrateur du Service, la Région et la DRIEAT disposent chacun d'un droit de veto sur les décisions relatives aux questions financières et de gouvernance.

Des modalités complémentaires de prises de décision du Comité de Pilotage pourront être discutées à l'occasion de sa première réunion, et être fixées dans un règlement intérieur.

- (d) La Région et la DRIEAT s'engagent à mettre en place et animer un Comité Technique incluant l'ensemble des Partenaires (Contributeurs et Réutilisateurs). Le Comité Technique se réunit autant que nécessaire pour assurer les objectifs suivants :
- l'animation d'une communauté autour des Partenaires (Contributeurs et Utilisateurs) afin notamment d'échanger sur des cas d'usage ;
  - la discussion et le suivi des futurs développements du Service.

Le comité technique pourra s'appuyer sur le Groupe de Travail « Capitalisation des données routières en Île-de-France » issu du comité francilien des modélisateurs animé par la DRIEAT.

## **Article 5. Accès et connexion au Service**

### **Article 5.1. Conditions d'accès d'un nouveau Partenaire**

- (a) Toute demande d'accès d'un nouveau Partenaire au Service « Données routières » devra être adressée aux Administrateurs du Service.
- (b) L'ouverture des droits d'accès d'un nouveau Partenaire au Service « Données routières » sera soumis à la validation du Comité de Pilotage. Pour toute demande d'accès d'un nouveau Partenaire au Service, les Administrateurs du Service s'engagent à en informer le Comité de Pilotage. Chaque membre du Comité de Pilotage disposera alors d'un délai de 10 jours calendaires pour faire connaître son avis aux Administrateurs

du Service. En cas de réserves de la part d'un des membres, les Administrateurs du Service réuniront alors le Comité de Pilotage qui décidera selon les modalités précisées à l'article 4 de la présente convention.

- (c) Après validation de la demande d'accès du nouveau Partenaire par le Comité de Pilotage, l'accès au Service « Données routières » pour le Partenaire sera soumis, d'une part, à la signature de la Convention cadre relative à la Plateforme « Île-de-France Smart Services » permettant d'accéder à la Plateforme sur laquelle est hébergé le Service, et, d'autre part, à la signature de la présente convention fixant la gouvernance et les modalités d'utilisation du Service « Données routières ».

## **Article 5.2. Règles de création de compte et durée de vie des identifiants de connexion**

- (a) Pour chaque Référent et personne utilisatrice du Service désignés par le(s) Partenaires Contributeur(s) ou Réutilisateur(s), un compte d'accès au Service « Données routières » sera créé à la condition que l'adresse de courriel soit professionnelle et nominative. Le Partenaire est responsable du bon usage des identifiants de connexion. En particulier, il avertira sans délai les Administrateurs du Service de toute compromission de ceux-ci.
- (b) Les Administrateurs du Service se réservent le droit de contrôler la légitimité d'un compte utilisateur en envoyant des « mails de vie » aux adresses emails professionnelles des Référents et personne utilisatrice du Service désignés par le(s) Partenaires afin de vérifier qu'ils font toujours partie de leur entité d'origine. Le cas échéant, les Administrateurs du Service se réservent le droit de clôturer les comptes utilisateurs non actifs.

## **Article 6. Exclusions et limitations de responsabilité de la DRIEAT**

Les restrictions de responsabilité de la Région définies dans les articles 5 à 11 de la Convention cadre relative la Plateforme « Île-de-France Smart Services » s'appliquent également à la DRIEAT pour le Service « Données routières » hébergé sur la plateforme « Île-de-France Smart Services ».

## **Article 7. Données**

### **Article 7.1. Propriété des Données**

- (a) Les droits accordés à la Région sur les données tels que définis à l'article 6 de la Convention cadre relative la Plateforme « Île-de-France Smart Services » s'appliquent également à la DRIEAT pour le Service « Données routières » hébergé sur la Plateforme « Île-de-France Smart Services ».
- (b) Conformément à la loi pour une République numérique et à l'article D.323-2-1 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA), les licences applicables aux jeu(x) de données déposés par les administrations sur le Service « Données routières » pour la réutilisation à titre gratuit de leurs informations publiques doivent être choisies parmi

la liste établie dans le décret n° 2017-638 du 27 avril 2017. La liste détaillée des licences avec leurs versions est disponible sur le site [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr).

(c) Concernant les jeux de données téléchargés à partir du Service « Données routières » pour lesquels aucune licence n'est spécifiée, le Partenaire ainsi que la DRIEAT et la Région s'engagent à ne pas utiliser, copier, reproduire, dupliquer de manière totale ou partielle ces données, même sous une forme modifiée ou altérée, à des fins autres que les missions de recherche, de modélisation et d'études de trafic, et à l'exclusion de tout usage commercial.

(d) La DRIEAT et la Région sont propriétaires des droits de propriété intellectuelle sur les jeux de données dérivées créés directement de manière automatique au sein du Service « Données routières ».

La DRIEAT et la Région s'engagent à ce que les licences applicables ou les éventuelles restrictions d'utilisation sur les jeux de données dérivés créés directement de manière automatique au sein du Service soient soumises à la validation du Comité de Pilotage.

La DRIEAT et la Région s'engagent à mettre à disposition du Partenaire par le biais du Service tous les jeux de données dérivés créés directement de manière automatique au sein du Service.

Lors d'une réutilisation de ces jeux de données dérivés créés directement de manière automatique au sein dudit Service, la mention de la source de la paternité devra comporter la formulation suivante pour l'intitulé du [Producteur du jeu de données] : « *DRIEAT et région Île-de-France sur la base des données transmises par les partenaires contributeurs de la plateforme Données routières* ».

(e) Le Partenaire s'engage à mentionner la source et la date de dernière mise à jour de tout jeu de données téléchargé sur le Service « Données routières », et s'engage à ne pas en altérer le sens. La source devra être mentionnée de la façon suivante :  
« [Nom du Jeu de données], [Producteur du Jeu de données], [date de dernière mise à jour], [licence ou restrictions d'usage], *données extraites du service « Données Routières » administré et financé conjointement par la région Île-de-France et la DRIEAT, et hébergé sur la Plateforme « Île-de-France Smart Services.* »

## **Article 7.2. Protection des Données**

En dérogation à l'article 12 de la Convention cadre relative la Plateforme « Île-de-France Smart Services », le présent article prévoit les modalités suivantes.

Les Contributeurs s'engagent à ne mettre aucune donnée à caractère personnel à disposition sur le Service « Données routières ».

Les Administrateurs du Service se réservent le droit :

- De mettre en place toute procédure de vérification des jeux de données afin de vérifier le respect des présentes dispositions ;
- De refuser un jeu de données contenant des données à caractère personnel.

Dans l'éventualité où le Partenaire mettrait à disposition sur le Service « Données routières » des données à caractère personnel, le Partenaire s'engage à défendre et indemniser la Région et la DRIEAT en cas d'action ou de réclamation de tiers en lien avec le traitement de ces données à caractère personnel.

De la même manière, les Contributeurs s'interdisent de recouper les données auxquelles ils ont pu avoir accès avec d'autres données de manière à ré-identifier des personnes physiques.

## **Article 8. Engagements du Partenaire**

Les engagements du Partenaire envers la Région, tels que définis à l'article 8 de la Convention cadre relative la Plateforme « Île-de-France Smart Services », s'appliquent également envers la DRIEAT pour le Service « Données routières » hébergé sur la Plateforme « Île-de-France Smart Services ».

## **Article 9. Garantie de jouissance paisible**

La garantie de jouissance paisible des utilisations des jeux de données accordée par le Contributeur, telle que définie à l'article 6.2 de la Convention cadre relative la Plateforme « Île-de-France Smart Services », s'applique également envers la DRIEAT pour le Service « Données routières » hébergé sur la Plateforme « Île-de-France Smart Services ».

## **Article 10. Communication et valorisation**

La Région s'engage à faire figurer le logo de la DRIEAT en tant que co-financeur du Service « Données routières » et le logo du Partenaire Contributeur du Service associé à cette présente convention dans l'espace dédié à la visibilité des Partenaires sur le Service « Données routières ».

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la DRIEAT, la Région s'engage à faire apparaître la contribution de la DRIEAT pour toutes les actions de communication liées au Service « Données routières ».

## **Article 11 : Résiliation**

Les clauses de résiliation définies à l'article 11 de la convention cadre relative à la Plateforme « Île-de-France Smart Services » s'appliquent à la présente Convention pour le Service « Données routières ». Toute résiliation de la convention cadre relative à la Plateforme « Île-de-France Smart Services » entraîne automatiquement la résiliation de la présente convention.

## **Article 12 : Durée**

La Convention entre en vigueur à sa date de signature, et pour une durée d'un an reconductible tacitement à chaque date d'anniversaire de la signature de la présente Convention. Il pourra y être mis fin dans les conditions de l'Article 11 "Résiliation" de la présente Convention.

*Fait en trois exemplaires à*

Notifié le

<p><b>La Présidente du Conseil régional Île-de-France</b></p>	<p><b>Pour l'Etat, le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris</b></p>
<p><b>Valérie Pécresse</b></p>	<p><b>Marc Guillaume</b></p>
<p><b>Le [partenaire]</b></p>	
<p><b>[Signature]</b></p>	